

Les paysannes nigériennes de 2021 sont-elles ou non plus ignorantes que leurs mères ?

Les restrictions d'accès des femmes rurales aux ressources naturelles et à la mobilité, menacent la sécurité alimentaire et leurs savoirs spécifiques. Elles développent de nouvelles stratégies qui s'inscrivent dans une révolution déjà largement amorcée dans les habitudes alimentaires des ménages ruraux sahéliens : un clivage générationnel majeur s'amorce.

Les savoirs féminins paysans se sont construits sur les partages de responsabilités dans la reproduction sociale des familles et diffèrent d'une ethnique à l'autre (p. 8-9). Ils concernent à la fois les pratiques culturelles sur les champs familiaux pour les céréales de base et les pratiques spécifiques sur les lopins personnels. Ces derniers autorisent des spéculations diverses souvent qualifiées de "féminines" voire "secondaires". Ce sont pourtant des productions à haute valeur nutritive (HVN) essentielles pour la confection des sauces dans un régime majoritairement céréalier et à haute valeur monétaire en cas d'excédents. L'exiguïté des lopins, le peu de temps concédé pour les travailler ont conduit les femmes à des pratiques de culture associée et intensive et à développer des techniques d'amendement et de récupération. En cas d'accès à des parcelles irriguées, ces savoirs ont facilité une diversification de produits à HVN. Le choix

des spéculations "féminines" est souvent mis en perspective avec leur valorisation par la transformation, les femmes s'insérant ainsi dans la chaîne de valeurs.

Les restrictions d'accès à la terre pour les femmes interfèrent sur les deux types de savoirs : cultures familiales et cultures personnelles. En 2006, à Jiratawa (sud Maradi), les grands-mères déploraient déjà que leurs petites-filles ne savaient plus semer - leurs mères, privées de champ, n'ayant pu le leur apprendre.

Savoirs menacés : une déféminisation de l'agriculture ?

Depuis vingt ans, de nouveaux modes d'exclusion foncière des femmes se développent, parfois sous couvert religieux. Cela entraîne in fine la spoliation des champs des mères âgées par leurs fils. La main-d'œuvre fémi-

nine n'est plus requise compte tenu de la diminution drastique des terres familiales. L'hypothèse d'une déféminisation de l'agriculture est à présent confirmée dans les statistiques agricoles et socialement intériorisée et acceptée par les jeunes femmes. Elle entraîne une féminisation de la pauvreté et une baisse de la qualité nutritionnelle des repas familiaux.

Les femmes ont aussi développé des savoirs liés à l'exploitation de la brousse et de la forêt : bois de feu, feuilles, fleurs, fruits pour la nourriture, l'artisanat, la pharmacopée... La réduction de ces espaces "ouverts" (appropriation, mise en culture, insécurité) est une menace, aggravée par les restrictions croissantes qui pèsent sur la mobilité des femmes, jeunes en particulier (intégrisme religieux). Tout ceci a des impacts en matière de sécurité alimentaire : les apports (gratuits) de la cueillette sont particulièrement précieux en période de soudure, avec des greniers vides, des grains hors de prix chez les commerçants et des ruminants sous-appréciés sur les marchés dans le cadre des échanges bétail/grains.

En revanche, les savoirs féminins en élevage ne semblent pas pour l'instant menacés, et toutes les femmes qui le peuvent se sont lancées dans l'embouche, opportunément pratiquée à domicile, et à haute valeur ajoutée. L'élevage est plus que jamais la valeur refuge privilégiée des femmes qui ne peuvent plus cultiver. Encore faut-il qu'elles aient les moyens d'acquiescer leur cheptel, dont la source était avant tout la production agricole personnelle et sa transformation.

Savoirs confisqués : la double peine

La pression croissante sur les ressources génère une chaîne d'exclusions entraînant à terme des soi-disant pertes de performance



Dans la région de Maradi, des paysannes s'informent via une radio USB.

de "l'agriculture féminine". En cause : l'iniquité de la répartition des terres agricoles selon le genre, la baisse drastique du nombre de femmes dans le secteur de l'agriculture (passé de 40 % à 11 % entre 2006 et 2021), autant de fausses bonnes raisons pour légitimer les futures exclusions, privilégier le chef de famille dans l'attribution des parcelles, des formations aux nouvelles techniques, des subventions... : de fait, une confiscation par omission...

La perte de mobilité concerne aussi l'accès aux marchés, avec confiscation de savoirs féminins de transformation (comme les beignets) par de jeunes hommes, eux aussi privés de terre ; profitant d'un courant intégriste religieux visant à justifier les restrictions de mobilité économique, ils s'emparent de ce créneau féminin. Ce contrôle accru de la mobilité les prive aussi des ressources immatérielles comme les nouveaux espaces d'apprentissage développés par des projets. C'est la double peine. En outre, cette perte de savoirs et de pouvoir économique en cascade entraîne une perte d'accès à la décision, y compris nutritionnelle : les maris décident des spéculations et gèrent les greniers familiaux ainsi que la récolte.

Savoirs conquis : elles nous étonneront toujours !

Le tableau ci-dessus est certes très sombre, mais ce serait sans compter sur la résilience des paysannes qui prend des formes nouvelles, voire inattendues. On observe le creusement du clivage générationnel en termes de savoirs. Les femmes mûres se lancent dans les nouveaux apprentissages agricoles, voire généralistes, proposés par les projets, dont les plus jeunes femmes sont exclues par les restrictions de leur mobilité mais aussi, fait récent, par désintérêt ! Elles se détournent d'apprentissages agricoles devenus inutiles - puisqu'elles n'ont plus d'accès à la terre, ou à la brousse.

Depuis une dizaine d'années, les femmes rurales nigériennes ont privilégié un meilleur accès à l'information, notamment via les téléphones cellulaires, les radios individuelles (p. 33) ; et, si interdites de marché, elles passent commande aux jeunes des puces ou cartes mémoires désirées. Cet accès direct, sans filtre marital, à l'information est une petite révolution.

Les femmes rurales se sont aussi impliquées massivement dans les mouvements associatifs locaux, qui prolifèrent : ce sont des lieux d'acquisition et de transmission de savoirs très divers, avec mise en commun des ressources, amorce des revendications et des luttes pour les droits. Cette

meilleure connaissance de leurs droits (y compris religieux) est exercée pour revendiquer l'héritage de la terre ou des arbres - objets de partage familial avec les femmes selon l'Islam, ou encore l'accès à des parcelles irriguées... Et l'on peut voir des chefs de canton ou des imams qui donnent raison aux femmes. Une plus forte implication de femmes dans l'arène publique locale est aussi observée : participation aux conseils municipaux, élections, conscience politique naissante, engagement dans les luttes nationales en faveur des femmes (p. 23)...

LA RÉSILIENCE DES PAYSANNES PREND DES FORMES NOUVELLES, VOIRE INATTENDUES

Les femmes investissent aujourd'hui dans l'élevage, dont les bénéfiques peuvent servir à racheter (souvent aux hommes appauvris) des champs, des unités de cultures attelées, pour cultiver ou faire cultiver les spéculations de leur choix ; elles luttent pour l'accès aux parcelles irriguées et la liberté d'y pratiquer des cultures "de rente". Les plus jeunes femmes visent une grande diversité d'activités génératrices de revenus non agricoles, soutenues en cela par les maris en migration en Lybie qui leur envoient des articles "exotiques" à revendre, très prisés ; elles innovent dans la restauration familiale non seulement à base des produits agricoles locaux mais aussi de nouveaux produits importés.

Elles maîtrisent des technologies récentes qui libèrent du temps et offrent de nouvelles opportunités : électricité (boissons glacées), réseau, transports. De plus en plus nombreuses à partir en migration avec leurs maris, elles acquièrent une panoplie de nouveaux savoirs, valorisés lors de leur retour au village, ou à la ville proche, exode rural oblige...

De nouveaux modèles

Alors, en 2020, les paysannes nigériennes se sentent-elles plus ignorantes que leurs mères ? Leur réponse est catégorique : non, au contraire, elles estiment en savoir bien

plus, et des choses bien plus utiles et intéressantes. Les modèles d'accomplissement de leurs mères ne sont plus les leurs : la tambara, qui fondait son pouvoir sur sa réussite agricole, disparaît ; pour les jeunes femmes, d'autres modèles émergent, notamment celui de la femme éduquée, professionnelle, de la commerçante prospère, de la femme propriétaire de champs qui fait travailler des salariés ou de la propriétaire de cheptel, de la femme maire ou conseillère, de la femme non battue, respectée.

Tout soutien à l'agriculture familiale doit tenir compte des nouvelles aspirations et valeurs des jeunes femmes et des jeunes hommes. Le téléphone cellulaire a révolutionné les modes de communication, l'accès à l'information, aux savoirs, pour le pire parfois, pour le meilleur souvent. Reste à concilier les savoirs anciens et nouveaux, un beau défi ! ■

Marie Monimart



mariemonimart@orange.fr
Forte d'une quarantaine d'années d'expérience de travail au Sahel, ses travaux portent principalement sur les questions de genre et développement rural.

Marthe Diarra Doka



marthediarra412@gmail.com
Sociologue nigérienne, autrice de nombreuses études et publications ; elle a notamment travaillé avec Marie Monimart sur le genre et le changement climatique, mais également sur les impacts de la pression foncière sur les femmes rurales.